

47 ans, Marié, père de 4 enfants Vice-Président de l'Assemblée Nationale Député-Maire de Saint-Marcel-de-Félines Avocat

UNE
CIRCONSCRIPTION
QUI VA DE L'AVANT!

ELECTIONS LEGISLATIVES MARS 1993

Pascal CLÉMENT

Député sortant

Candidat unique de

L'UNION POUR LA FRANCE UDF-RPR

Ma principale préoccupation : toujours l'emploi. Depuis 5 ans, j'ai contribué à maintenir ou développer le tissu industriel par l'implantation ou l'extension d'une quinzaine d'entreprises. Plusieurs centaines d'emplois ont ainsi été créés.

LES ACQUIS SOCIAUX SONT
MENACES PAR LE CHOMAGE.
LES FRANÇAIS ONT VOTE POUR
LES SOCIALISTES PARCE QU'ILS
VOULAIENT PLUS D'EMPLOIS ET
PLUS DE JUSTICE.
ILS N'ONT EU, NI L'UN, NI L'AUTRE.
ENSEMBLE REPRENONS ESPOIR.

REPRENONS ESPOIR

Développer des emplois et maintenir les acquis sociaux :

- mise en place avant l'été 1993 d'un Pacte pour l'Emploi avec les entreprises et les Régions qui engagera les entreprises dans des actions de formation et de recrutement au niveau local en contrepartie de l'allègement de leurs charges.

- développement d'emplois peu qualifiés, réapparition de métiers disparus qui assureront la sécurité sur leurs lieux de travail (poinçonneurs d'autobus, gardiens d'immeubles...)

permettre aux femmes qui travaillent à la production et qui le souhaitent, de ne travailler qu'à mi-temps, en leur assurant une compensation de salaire (cette idée n'est pas dans la plateforme de

l'opposition, elle m'est personnelle).

 le RMI, qu'il est hors de question de supprimer puisque l'Opposition avait voté son instauration à l'unanimité, sera décentralisé au niveau des Conseils Généraux et les bénéficiaires devront accomplir des travaux dans nos communes,

- la retraite à 60 ans ne sera pas remise en cause,

- le système de répartition, c'est-à-dire la retraite financée par les actifs, ne sera pas non plus remis en cause, mais il faudra bien se pencher sur le problème global des retraites puisqu'après 2005 les retraités seront plus nombreux que les actifs et prévoir un complément par capitalisation (avec des avantages fiscaux).

AMENAGEONS NOTRE TERRITOIRE EN SAUVANT L'AGRICULTURE

 il faudra maîtriser la croissance de la région Parisienne sous peine de désertifier le reste du pays. Le P.S. prévoit 20 millions d'habitants dans dix ans, le Conseil Régional d'Ile-de-France s'est

heureusement opposé à cette perspective,

– nos agriculteurs doivent pouvoir vivre dignement sur leurs terres : une loi d'orientation agricole sera adoptée. Nous ne pouvons admettre que notre terre de France puisse être en friches. Nous ne voulons pas d'une France urbaine implantée dans un désert. La loi d'orientation redéfinira les fonctions de l'agriculture : la production, l'occupation de notre territoire, l'entretien de l'espace rural. Ces trois missions ont un prix : nous le paierons,

- le désenclavement, aussi bien routier que ferroviaire, contribuera à l'installation d'entreprises en zone rurale. Il faut concilier aménagement du territoire et environnement, car la route reste le premier vecteur d'emplois. L'écologie a le souci du qualitatif : c'est indispensable, sans pour autant mettre

en péril nos chances de développement.

Général. Je poursuivrai cet effort.

REPRENONS ESPOIR ET

CONTINUONS ENSEMBLE

Ma priorité, depuis que je suis au service des habitants de la 6e circonscription, a

toujours été l'emploi et le restera. Avec les conseillers généraux et les maires,

nous travaillons à maintenir et développer un tissu industriel à travers nos 91

communes. Mes permanences hebdomadaires me permettent d'aider beaucoup

Je suis fier d'être, au Parlement, le repré-

sentant d'une zone rurale où nous vou-

lons vivre et je m'efforce de permettre à

tous ceux qui le souhaitent de pouvoir y

rester en travaillant, de se loger digne-

ment, en améliorant et développant l'ha-

bitat. Les personnes âgées doivent égale-

ment pouvoir finir leurs jours dans leur

village et le développement et l'humani-

sation des maisons de retraite fut, pen-

dant 10 ans, ma politique au Conseil

d'entre vous. Je continuerai.

MAITRISONS L'IMMIGRATION

 par le vote du code de la nationalité déjà adopté par le Sénat : l'acquisition de la nationalité française ne sera plus automatique mais exigera de l'étranger un acte volontaire

- par l'expulsion en cas de délits commis par un étranger (amendement CLEMENT adopté par l'UDF et le RPR, repoussé par le PS et le PC, sous le Gouvernement ROCARD)

– par le contrôle strict des mariages blancs : un clandestin peut aujourd'hui épouser une Française sans que le Maire n'y puisse rien!. Après la disparition de Bernard BLANCHARDON qui fut mon suppléant depuis 1978, j'ai demandé à Jacques CYPRES, homme disponible, compétent et honnête de faire équipe avec moi.



Jacques CYPRES, 59 ans, Marié, père de 2 enfants Directeur Commercial d'une entreprise textile Maire de Notre-Dame-de-Boisset Vice-Président du SIVOM de PERREUX

LE 21 MARS
EN VOTANT PASCAL CLEMENT
VOUS DIREZ OUI A L'ESPOIR

Papier recyclé - Imprimerie CRÉA 7 42110 FEURS